



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

La croissance économique se chiffre à 0,5 % au premier trimestre de 2017

Sur l'ensemble de l'année 2016, le PIB a progressé de 1,2 %

L'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse dans cette publication le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2017. Simultanément, il publie une version actualisée des comptes trimestriels de 2016, qui intègre notamment les données récemment publiées relatives aux comptes des administrations publiques et à la balance des paiements.

Afin de se conformer aux meilleures pratiques européennes, il a été décidé de revoir les comptes des [administrations publiques](#) des trois dernières années pour lesquelles des chiffres annuels ont déjà été publiés. Ces modifications sont intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

1. Estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2017

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB) en volume et corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, l'activité économique au premier trimestre de 2017 a affiché une croissance de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Comparé au premier trimestre de 2016, le PIB a progressé de 1,5 %.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2016

Au quatrième trimestre de 2016, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a gonflé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 1,1 %, contre 1,2 % au troisième trimestre.

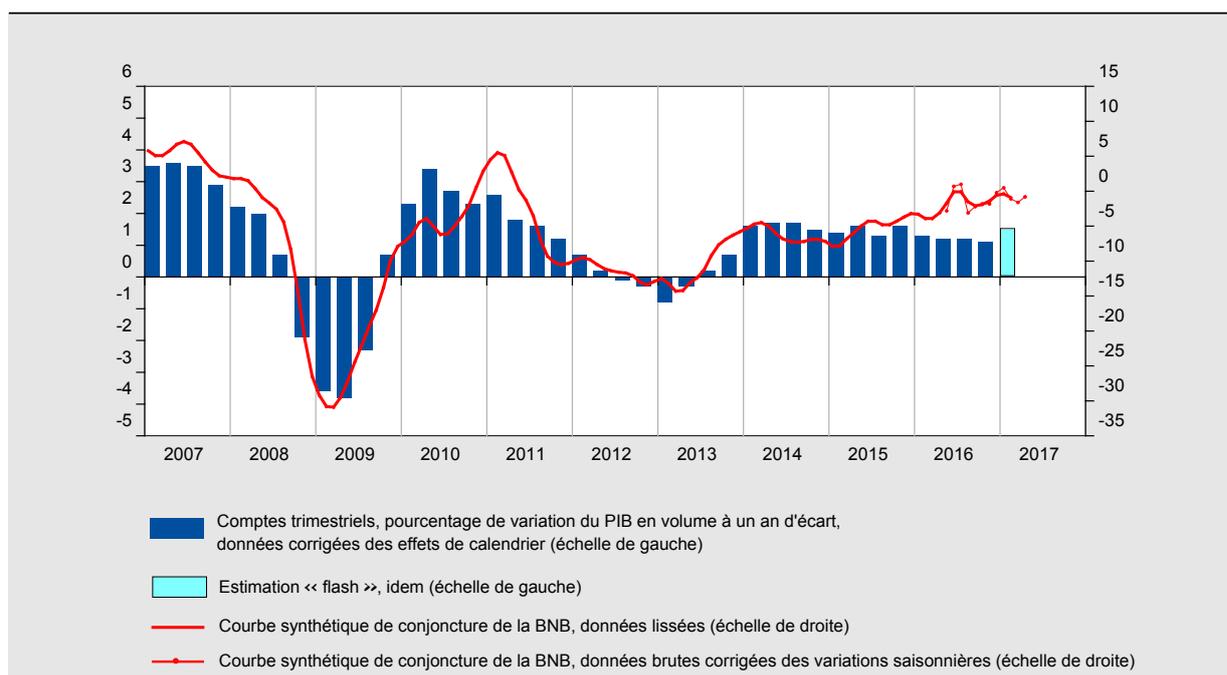
Par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée s'est accrue dans les services (+0,5 %), stabilisée dans l'industrie (0,0 %) et légèrement repliée dans la construction (-0,1 %).

Toutes les composantes de la demande intérieure ont progressé. Les ménages ont augmenté leurs dépenses de consommation (+0,2 %) et leurs investissements en logements (+0,5 %). Les dépenses des administrations publiques ont également gonflé, au niveau tant de la consommation (+0,4 %) que des investissements (+1,6 %). En outre, les entreprises ont nettement accru leur formation brute de capital fixe (+5,6 %), en raison entre autres de l'achat, par une entreprise pharmaceutique, de services de R&D à l'étranger.

La croissance exceptionnelle des investissements des entreprises a été compensée par la hausse des importations de biens et de services (+2,6 %). Les exportations de biens et de services ont elles aussi augmenté, bien que dans une moindre mesure (+1,4 %), de sorte que la contribution des exportations nettes à la croissance économique a été négative (-1,0 point de pourcentage).

L'emploi intérieur a augmenté de 0,1 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'évolution positive de l'emploi salarié dans le secteur de la santé et de l'action sociale ainsi que dans l'emploi indépendant. Le volume de travail des salariés a affiché une progression de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

PIB ET ÉVOLUTION CONJONCTURELLE



Source : ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport au	
	trimestre correspondant de l'année précédente	trimestre précédent
2014 I	1,6	0,5
II	1,7	0,4
III	1,7	0,3
IV	1,5	0,3
2015 I	1,4	0,4
II	1,6	0,6
III	1,3	0,1
IV	1,6	0,5
2016 I	1,3	0,1
II	1,2	0,5
III	1,2	0,1
IV	1,1	0,4
2017 I	1,5	0,5

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2015				2016			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	1,4	1,0	0,8	1,2	0,5	-0,3	0,0	0,0
Construction	0,9	1,8	0,6	1,0	1,5	0,7	-0,1	-0,1
Services	0,1	0,4	-0,1	0,3	-0,1	0,6	0,1	0,5
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	0,6	-0,3	0,1	0,4	0,6	0,4	0,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,2	-0,1	-0,3	0,0	0,2	-0,3	0,0	0,4
Formation brute de capital fixe totale	9,6	-10,2	2,1	1,8	1,1	1,2	-1,5	4,0
Entreprises	14,3	-13,9	2,7	1,8	1,3	1,1	-2,2	5,6
Logements	-0,1	-2,1	-0,1	3,4	0,6	2,2	0,3	0,5
Administrations publiques	1,1	-1,0	2,8	-1,3	0,9	-0,6	-0,7	1,6
Demande intérieure (hors stocks)	2,5	-2,2	0,3	0,5	0,5	0,5	-0,1	1,1
Variations des stocks (2)	-0,5	0,8	0,0	-0,1	-0,4	0,2	0,2	0,3
Exportations de biens et de services	1,0	1,1	0,3	2,0	0,5	3,1	1,7	1,4
Importations de biens et de services	2,9	-1,3	0,5	1,7	0,5	3,4	1,8	2,6
Exportations nettes de biens et de services (2)	-1,6	2,0	-0,2	0,2	-0,1	-0,2	0,0	-1,0
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,5	0,5	0,1
Volume de travail des salariés	0,7	-0,1	0,0	0,6	0,5	0,2	0,2	0,8

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2016

Sur l'ensemble de l'année 2016, le PIB en volume, corrigé des effets de calendrier, s'est accru de 1,2 %, après avoir grimpé de 1,5 % en 2015.

La valeur ajoutée dans les services a enregistré une croissance de 0,8 %, tout comme en 2015. Dans l'industrie, le rythme de croissance s'est ralenti, retombant de 4,0 % en 2015 à 1,8 % en 2016, tandis qu'il a augmenté dans la construction, de 3,2 % en 2015 à 3,5 % en 2016.

La demande intérieure hors stocks a augmenté de 1,0 % en 2016, portée d'une part par les dépenses de consommation (+1,2 %) et les investissements (+4,5 %) des ménages et d'autre part par les investissements des entreprises, qui se sont accrus de 1,2 %. Les investissements des administrations publiques ont également augmenté (+0,7 %), tandis que la consommation des administrations publiques a légèrement diminué, de 0,1 %. La croissance de la formation brute de capital fixe totale s'est établie à 1,9 %.

La demande extérieure a également progressé en 2016. Les exportations de biens et de services ont crû de 6,0 %, tandis que les importations de biens et de services ont elles aussi augmenté de 6,0 % en 2016.

La contribution des variations de stocks à la croissance du PIB s'est chiffrée à 0,1 point de pourcentage en 2016, contre 0,3 point de pourcentage en 2015.

Sur l'ensemble de l'année 2016, l'emploi intérieur s'est raffermi de 1,3 % (+59 200 personnes), après avoir crû de 0,9 % (+42 100 personnes) en 2015. Le nombre d'heures ouvrées par les salariés a augmenté de 1,4 % en 2016, contre 0,6 % en 2015.

AGRÉGATS ANNUELS

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)

2013	-0,1
2014	1,6
2015	1,5
2016	1,2

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2013	2014	2015	2016	p.m. 2016 bruts (3)
1. Valeur ajoutée					
Industrie	0,6	3,9	4,0	1,8	1,8
Construction	-1,7	1,5	3,2	3,5	3,5
Services	0,0	1,2	0,8	0,8	0,8
2. Dépenses					
Dépenses de consommation privée (1)	0,7	0,6	1,1	1,2	1,2
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,1	1,5	0,3	-0,1	-0,1
Formation brute de capital fixe totale	-1,6	5,0	2,5	1,9	1,9
Entreprises	-0,3	5,6	3,1	1,2	1,2
Logements	-3,9	4,7	0,8	4,5	4,5
Administrations publiques	-4,5	2,1	2,8	0,7	0,7
Demande intérieure (hors stocks)	0,1	1,8	1,2	1,0	1,0
Variations des stocks (2)	-0,6	0,4	0,3	0,1	0,1
Exportations de biens et de services	0,8	5,1	4,3	6,0	6,0
Importations de biens et de services	0,3	5,9	4,3	6,0	6,0
Exportations nettes de biens et de services (2)	0,4	-0,6	0,0	0,1	0,1
3. Marché du travail					
Nombre total de travailleurs	-0,3	0,4	0,9	1,3	1,3
Volume de travail des salariés	-0,7	0,1	0,6	1,4	1,4

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.

4. Comptes non financiers des secteurs institutionnels au quatrième trimestre de 2016

Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et conformément au SEC 2010.

Au quatrième trimestre de 2016, le revenu disponible des ménages s'est accru de 0,4 %, tandis que la consommation finale a progressé de 0,5 %. Dès lors, le taux d'épargne brut a reculé par rapport au trimestre précédent, pour revenir à 11,4 % du revenu disponible.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le taux d'épargne s'est élevé à 11,4 %, en baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à 2015.

Alors que la valeur ajoutée des sociétés non financières progressait de 1,0 % au cours du trimestre sous revue, leurs investissements augmentaient de 6,5 %. Par conséquent, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est inscrit en hausse par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 26,2 %.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé en moyenne à 25,3 % de la valeur ajoutée, contre 25,6 % en 2015.

Au terme du quatrième trimestre de 2016, le solde de financement SEC 2010 des administrations publiques s'est établi à -1,3 % du PIB, contre -3,0 % au trimestre précédent.

Les recettes ont été positivement influencées par l'évolution des recettes fiscales et parafiscales. En outre, les autres recettes ont fortement augmenté sous l'effet du recouvrement d'une partie des avantages fiscaux accordés aux entreprises au moyen du système de décisions fiscales anticipées relatives aux bénéfices excédentaires (*excess profit rulings*). Quant aux dépenses publiques, leur croissance a été ralentie par la progression modérée enregistrée dans la plupart des catégories de dépenses. En conséquence de ces évolutions, le solde de financement des administrations publiques s'est amélioré au cours du quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2016, le déficit des comptes des administrations publiques a grimpé jusqu'à 2,6 % du PIB en 2016, contre 2,5 % du PIB en 2015.

INDICATEURS-CLÉS DES COMPTES DES SECTEURS*(données en valeur corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

Ménages ¹			Sociétés non financières		
	Taux d'épargne (%)	Taux d'investissement (%)	Taux de marge (%)	Taux d'investissement (%)	
2014	11,9	9,9	40,6	25,5	
2015	11,5	9,9	41,9	25,6	
2016	11,4	10,2	42,7	25,3	
2014	I	11,9	9,7	40,3	24,7
	II	11,7	9,9	40,7	24,8
	III	11,7	10,0	40,6	27,5
	IV	12,5	10,0	40,7	25,0
2015	I	11,9	10,0	41,3	28,7
	II	10,8	9,8	41,7	24,2
	III	11,1	9,8	42,0	24,6
	IV	12,0	10,0	42,3	24,8
2016	I	11,4	10,1	42,2	25,1
	II	11,1	10,2	42,9	25,3
	III	11,5	10,2	42,8	24,8
	IV	11,4	10,3	43,1	26,2

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.